

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule carrières
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 11/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GSM

Le Parc St Jean - Bât 1
ZAC du Mas de Grille
34433 Saint-Jean-de-Védas

Références :
Code AIOT : 0006600600

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2023 dans l'établissement GSM implanté Meynes Le tord sous rivière Le tord sous rivière Nord, Monfrin Coquette Ribière Le Fray 30490 Montfrin. L'inspection a été annoncée le 25/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSM
- Meynes Le tord sous rivière Le tord sous rivière Nord, Monfrin Coquette Ribière Le Fray 30490 Montfrin
- Code AIOT : 0006600600

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière GSM de Meynes-Montfrin est un carrière alluvionnaire qui exploite les matériaux (sables et galets) destinés aux chantiers du BTP autour de la carrière.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Etude technique	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Seuils de consommation d'eau	AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article 1	/	Sans objet
2	Seuils de consommation d'eau	AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article 1	/	Sans objet
4	Prélèvements d'eau autorisés	Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 4.4.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	prescription technique	Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place et respecté les prescriptions prévues pour un niveau de gestion de sécheresse classé en "crise" sur la période du 25/05/2023 au 09/06/2023, par la préfecture du Gard dans la zone de prélèvement des eaux de la carrière. Il est constaté une information interne et la mise en place d'un registre numérique avec des relevés journaliers mis à disposition de l'inspection. Il est constaté également sur le terrain le fonctionnement des compteurs du forage, ainsi que la réduction des consommations d'eau à un niveau conforme à celui exigé en période de gestion sécheresse correspondant à un niveau de crise. Il est vérifié également la consommation 2022 et 2023 (arrêtée au mois de juin). Enfin il est constaté l'absence de l'étude technique prescrite en 2022 par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2022-030 DREAL du 11 juillet 2022, cet écart fait l'objet d'une lettre de suite préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Seuils de consommation d'eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Seuils de consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société GSM dont le siège est situé Les Technodes BP 2 78930 Guerville, exploitant la carrière située aux lieux-dits « Le tord sous rivière », « Le tord sous rivière Nord » sur la commune de Meynes et aux lieux-dits « Coquettes », « Ribière » et « Le Fray » sur la commune de Montfrin est mise en demeure de respecter les dispositions réglementaires suivantes :</p> <p>- L'exploitant respecte les dispositions prévues à l'article 4.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 19-329N du 26 novembre 2019 susvisé, en respectant le seuil autorisé annuel d'eau prélevé dans le forage F1 ; (...)</p> <p>L'ensemble de ces dispositions est réalisé dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats : La consommation d'eau renseignée dans GERE, confirmée lors de l'inspection, respecte le seuil des 100 000 m3/an de l'article 4.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 19-329N du 26 novembre 2019.</p> <p>Note complémentaire :</p> <p>L'exploitant a effectué des réparations sur une conduite en mai (facture des travaux transmis à l'inspection), après avoir décelé une fuite sur cette dernière. L'exploitant a de fait eu une consommation supérieure au prévisionnel jusqu'au mois de mai et risque d'arriver à la limite autorisée avant la fin de l'année.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Seuils de consommation d'eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2023, bilan environnemental (2021)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société GSM dont le siège est situé Les Technodes BP 2 78930 Guerville, exploitant la carrière située aux lieux-dits « Le tord sous rivière », « Le tord sous rivière Nord » sur la commune de Meynes et aux lieux-dits « Coquettes », « Ribière » et « Le Fray » sur la commune de Montfrin est mise en demeure de respecter les dispositions réglementaires suivantes :</p> <p>(...)</p> <p>- L'exploitant respecte les dispositions prévues à l'article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral n° 19-329N du 26 novembre 2019 susvisé, en produisant le bilan environnemental concernant l'année 2021 ;</p> <p>L'ensemble de ces dispositions est réalisé dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats : Le bilan environnemental 2022 a été transmis à l'inspection le 30 novembre 2022, la consommation indiquée étant arrêtée au mois de novembre, la consommation totale à retenir est celle de GERE (indiquée en année civile).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Etude technique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réduction des prélèvements d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société GSM dont le siège est situé Les Technodes BP 2 78930 Guerville, exploitant la carrière située aux lieux-dits « Le tord sous rivière », « Le tord sous rivière Nord » sur la commune de Meynes et aux lieux-dits « Coquettes », « Ribière » et « Le Fray » sur la commune de Montfrin est tenue de réaliser une étude technique permettant de présenter des solutions techniques afin de réduire les prélèvements d'eau actuellement réalisés dans son forage F1, et plus généralement dans le fonctionnement de la carrière afin : (...) <ul style="list-style-type: none"> - d'engager une démarche d'amélioration continue de l'utilisation de l'eau sur la carrière pour garantir la pérennisation de son activité, notamment lors des périodes de sécheresse qui restreignent par arrêté préfectoral l'utilisation de l'eau. L'étude technique et les mesures retenues par l'exploitant sont adressées à l'inspection des installations classées dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Il n'est pas constaté la transmission de l'étude technique désignée à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2022-030 DREAL du 11 juillet 2022. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-030 DREAL du 11 juillet 2022 qui n'engagent pas la sécurité et qui ne présentent pas un risque important et imminent pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Prélèvements d'eau autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2019, article 4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toute origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, ce dispositif est relevé quotidiennement. Les valeurs de débit sont portés sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau. Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes : Milieu Naturel – Alluvions du Rhône du confluent de la Durance jusqu'Arles et Beaucaire et alluvions du Bas Gardon – FRDG323 – 100 000 m ³ – 300 m ³ /h
Constats : Il est vérifié sur le terrain les dispositifs volumétriques du forage, ces derniers sont conformes avec un compteur sur chaque prélèvement direct dans le forage. Il est transmis lors de l'inspection le registre des mois de mai juin juillet 2023, il est constaté un relevé quotidien, une erreur de désignation de colonne du tableau est corrigée par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : prescription technique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Plan d'action
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Voir tableau des mesures d'urgence de l'article 1 et 2 de l'arrêté n° 2022-037-DREAL du 5 août 2022 cité.
<p>Constats : L'historique des niveaux d'alerte est le suivant (date des courriels d'information) :</p> <p>24/04/2023, niveau : « alerte renforcée »</p> <p>25/05/2023, niveau : « crise »</p> <p>09/06/2023, niveau : « alerte renforcée »</p> <p>16/06/2023, niveau : « alerte »</p> <p>Il est constaté lors de l'inspection des éléments mis en place suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une information du personnel effectué le 31 mai avec feuille de présence. - un affichage de l'arrêté sécheresse - (compte rendu) un renforcement des rondes pour vérifier l'étanchéité des circuits d'eau / une mesure de nettoyage des véhicules limités à la sécurité de ces derniers / purge des réseaux d'eau interdits / opération de curage des bassins de décantation des eaux de recyclage interdit / maintient au niveau haut des eaux claires / maintient des dispositifs d'abattage des poussières au strict nécessaire / mise a disposition de l'inspection des registres de relevé des compteurs d'eau journaliers. <p>Sur la période de niveau "crise", il est constaté suivant le registre des prélèvements d'eau, les consommations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - C1 consommation process : blocage de la pompe. - C2 consommation process : une consommation le 31. - C4 (soustrait de C5) consommation aire technique et rampe d'arrosage : consommation linéaire. - C5 (compteur piqué a la suite de C4) consommation sanitaire : consommation linéaire. - C6 consommation piste (pour réduire les émissions de poussières) : consommation linéaire. <p>Il est ainsi constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une consommation minimale des prélèvements pour le process sur la période de niveau "crise" du 25/05/2023 au 09/06/2023 avec un fonctionnement principalement en circuit fermé, • une continuité des prélèvements pour l'arrosage des pistes linéaire, • une consommation des prélèvement pour l'air technique et la rampe d'arrosage (après chargement des camions pour ceux non équipé de bache) linéaire. • une continuité de prélèvement pour un usage sanitaire. <p>Il est conclu au respect des prescriptions de l'article 1 et 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-037-DREAL du 5 août 2022 pour le niveau « crise » de gestion sécheresse allant du 25/05/2023 au 09/06/2023 notamment par une consommation d'eau pour le process qui a été limitée à un jour sur cette période, pour un volume de 378 m3 et qui reste inférieur au seuil autorisé de 2100 m3/mois en période de crise (le calcul est fait par projection puisque la période "crise" a été inférieure à un mois).</p> <p>Note complémentaire :</p> <p>L'exploitant indique un arrêt de ses installations pour le mois d'août.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet